



Réformes économiques et sociétales au Maroc

Quelques données et indicateurs

sur la croissance et le développement humain

Décembre 2009



Développement économique sectoriel et régional

Développement sectoriel et agences de régulation

Les contrats-programmes sectoriels: Constituent un engagement contractuel entre l'Etat, les collectivités et les acteurs privés nationaux et étrangers dans le cadre du partenariat pour la conduite des politiques sectorielles (ex : la vision 2010 du tourisme) en vue d'atteindre les objectifs de développement arrêtés de manière consensuelle.

Aujourd'hui :

- Plus de 30 contrats programmes sectoriels à l'échelle nationale
- 16 contrats de plans régionaux dans le cadre du Plan Maroc vert
- Plus de 15 contrats de gestion déléguée
- 28 villes ont contracté des contrats de gestion déléguée

Des institutions de régulation économique sont créées en vue moraliser des relations entre les acteurs et de favoriser le développement des secteurs libéralisés.

Les principales institutions sont :

- ANRT : Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications, agence investie de pouvoirs de régulation juridique, technique et économique, œuvre dans l'objectif de créer les conditions d'une concurrence saine et loyale dans le secteur des télécommunications.
- ANP : Agence Nationale des Ports, institution de régulation et de gestion du domaine public portuaire.
- HACA : Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle, moyen d'intervention intentionnelle par les autorités publiques pour orienter et/ou diriger, les conduites des acteurs du système audiovisuel, public et privé, d'une manière qui permet leur participation au fonctionnement correct du système.
- En instance de création : L'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale et le mécanisme de régulation de l'électricité.

Privatisation et principales réformes économiques : Le Maroc a démarré son programme de privatisation en 1993, programme venu compléter les réformes de libéralisation entreprises en vue de l'ouverture du tissu économique et industriel du Maroc. Les réformes ont touché essentiellement la libération du commerce extérieur, la déréglementation des prix, l'ouverture de l'économie nationale aux investisseurs étrangers, la modernisation du système fiscal, la restructuration des entreprises d'Etat et la modernisation du marché des capitaux.

Principales institutions d'économie mixte et établissements jouant un rôle dans le financement

- Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social (2000): Créé en vue de promouvoir l'investissement dans les secteurs économiques et sociaux en y apportant des financements, et ce, à partir du transfert d'une partie des recettes des privatisations
- ADA : Agence de Développement Agricole, établissement public, créé pour mettre en œuvre le Plan Maroc Vert et gérer les partenariats avec les investisseurs institutionnels et sociaux.
- CDG : Caisse de Dépôt et de Gestion est une institution financière, créée sous forme d'établissement public dont le rôle central est de recevoir, conserver et gérer des ressources d'épargne.
- Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM) : Construction et entretien du réseau autoroutier
- Société Holding Al Omrane et filiales : Résorption de l'Habitat insalubre, production de l'habitat social et régulation du marché foncier
- ANPME : Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et de la Moyenne Entreprise : Instituée en vue de contribuer au développement et à la mise à niveau de l'entreprise

Pôles et institutions de développement régional

Les pôles de développement : Les chantiers d'envergure lancés par le Maroc sont en phase d'impulser une nouvelle dynamique au développement dans sa globalité et de structurer le développement des régions en s'appuyant sur un partenariat public-privé (PPP).

Les 3 Agences régionales de développement ont été créées pour assurer la mise à niveau de trois régions qui accusent un retard de développement pour initier et coordonner avec les acteurs régionaux les programmes de développement. Il s'agit de l'Agence pour le Développement des provinces du Sud (2002), l'Agence pour le Développement des provinces de l'Oriental (2006) et l'Agence de développement des provinces du Nord (1996).

Les 16 Centres régionaux d'investissement (CRI) : constituent des interlocuteurs uniques des investisseurs et ont pour mission l'information des opérateurs, la simplification des procédures, l'orientation des intervenants ainsi que l'amélioration de l'attractivité de la région.

Les Conseils Régionaux (CRT) et les Conseils Provinciaux de Tourisme (CPT) sont institués dans toutes les régions et certaines provinces. Regroupant l'administration locale, les professionnels et les élus, ils constituent un cadre de concertations pour le développement harmonieux du tourisme.

Les Agences urbaines : Organes de Planification et d'Aménagement urbains

L'Agence Spécial Tanger Med (TMSA) : Assure pour le compte de l'Etat la gestion du port Tanger Med

Principales réformes sociétales

Loi sur la liberté des prix et de la concurrence (2000): définit les règles de protection de la concurrence afin de stimuler l'efficacité économique et d'améliorer le bien-être des consommateurs et vise à assurer la transparence et la loyauté dans les relations commerciales

Code des libertés publiques (2002) : Renforce la liberté d'association, la liberté des rassemblements publics, la liberté de presse et de la liberté syndicale

Code du Travail (2003) : vise le renforcement des conventions collectives, la réglementation des instruments de négociation, l'octroi de plus de garanties au niveau des libertés syndicales et la mise en place de procédures de règlement des conflits collectifs du travail.

Code de la Famille (2004) : consacre l'égalité entre les conjoints, garantit l'équilibre familial et protège les droits des enfants.

Restructuration du Champ religieux (2004) : Afin de parer à toute manipulation politique de la religion

Instance Équité et réconciliation (2004): En vue de la réconciliation du peuple avec son passé

Loi sur les partis politiques (2006): redonne à l'action politique partisane considération et crédibilité et réaffirme le rôle important des partis politiques pour mobiliser les composantes de la société

Code de la Nationalité (2007) : garantit le droit des enfants nés de mères marocaines d'accéder automatiquement à la nationalité de leur mère

Code Pénal (2007) : Renforce la lutte contre le terrorisme et le blanchiment de capitaux



Institut Royal de la Culture Amazigh : Réhabilite la culture Amazigh

Charte communale (2008) : renforce la gouvernance et la démocratie locale

Code électoral (2008) : En vue de consolider les acquis démocratiques et mobiliser les électeurs

Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (2000): Instrument d'intermédiation pour la favoriser l'emploi des diplômés

Assurance maladie obligatoire (AMO) et Régime d'assistance médicale (RAMED) (2005) : Vise à étendre la couverture maladie à plus de 30% de la population (contre 16,2% en 2000) pour un panier de soins couvrant tous les grands risques y compris les greffes d'organes. Concernant le RAMED, une expérience pilote a été lancée dans la région de Tadla Azilal en vue de définir les critères de sélection de la population à cibler.

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) (2005) : Vise la réduction de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion sociale, à travers des actions de soutien des activités génératrices de revenus et d'amélioration des conditions d'accès aux services et infrastructures de base (éducation, santé, culte, route, eau et assainissement, protection de l'environnement etc.). Elle couvre les 403 communes rurales les plus pauvres et les 264 quartiers urbains les plus défavorisés. L'enveloppe consacrée est de 10 Milliards de DH (Etat: 60%, les Collectivités locales : 20% et la Coopération Internationale :20%). Au 31 juillet 2009 ; 18.775 projets ont été réalisés au bénéfice de 4.601.230 personnes. Par ailleurs, entre 2004 et 2007, la pauvreté a baissé de 41% dans les communes ciblées par l'INDH (de 36% à 21%) contre une baisse de 28% pour le reste des communes rurales (de 16,9% à 12,2%).

L'Agence de Développement Social (1999) : A pour mission de participer à la lutte contre la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale sur tout le territoire national



Indicateurs des performances économiques



Indicateurs des performances économiques à partir des comptes nationaux

Les comptes nationaux marocains, diffusés actuellement, sont de base 1998 et produits en conformité avec le SCN 1993. Ces comptes couvrent les années 1998 à 2008¹. Ils comprennent :

- les comptes de branches (nomenclature d'activité à 97 postes) ;
- les comptes de biens et services (équilibres ressources-emplois pour 278 postes) ;
- la séquence des comptes des secteurs institutionnels (du compte de production au compte financier) : les comptes de 2008 sont en cours de finalisation ;
- le tableau des ressources et des emplois ;
- le tableau des comptes économiques intégrés : le tableau de 2008 est en cours de finalisation ;
- le tableau des opérations financières : le tableau de 2008 est en cours de finalisation.

De ces comptes et tableaux, plusieurs indicateurs chiffrés sont joints à cette note. Ils se rapportent à l'économie totale et au secteur institutionnel des ménages.

Indicateurs liés à l'économie totale :

- PIB en valeur et en volume (prix chaînés, base 1998)
- PIB réparti par secteurs d'activité et par secteurs intentionnels ;
- Emploi du PIB ;
- partage du PIB en salaires, impôts nets des subventions et revenu d'exploitation par agent économique ;
- Emploi mesuré en équivalent plein temps et productivité du travail;
- FBCF par secteurs institutionnels et par groupes de produits ;
- Revenu national brut disponible (RNBD).

Indicateurs se rapportant au secteur des ménages:

- Revenu disponible brut des ménages ;
- Dépenses de consommation finale des ménages (en valeur et en volume);
- Revenu national brut disponible ajusté des ménages;
- Consommation finale effective des ménages (en valeur et en volume) ;
- Transferts sociaux en nature ;
- Pouvoir d'achat des ménages par personne ;
- Composition du revenu disponible des ménages.

¹ Afin de disposer de séries longues et homogènes dans le temps, il a été procédé à la rétropolation des comptes de base 1980 en base 1998 pour la période 1980 à 1997.



La distribution des indicateurs relatifs au revenu et à la consommation finale selon les catégories des ménages peut être appréhendée à travers les résultats des enquêtes réalisées auprès des ménages (enquête sur les niveaux de vie des ménages de 2007 et enquête sur les dépenses et consommation des ménages de 2001 par exemple)

Extension des comptes

Outre les comptes et tableaux précités, sont produits la matrice des comptes sociaux (1998, 2001, 2003, 2005 et 2007), le compte satellite du tourisme (1998, 2001, 2003 et 2005) et le PIB régional (2004 et 2007).

Travaux en perspectives

Les indicateurs de comptabilité nationale sont calculés aujourd'hui uniquement en terme brut, sans tenir compte de la dépréciation du capital fixe. Des recherches sont actuellement entamées pour intégrer le calcul de la consommation du capital fixe par agent et par types de produits dans les travaux futurs de confection des comptes nationaux.

Aussi et pour des raisons pratiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) sont regroupées avec les ménages. Par conséquent, les transferts sociaux en nature au bénéfice des ménages se limitent aux transferts sociaux en nature publics qui comportent actuellement les dépenses de consommation finale des administrations publiques en matière d'éducation et de santé ainsi que les remboursements des frais médicaux par les organismes de sécurité sociale.

Par ailleurs, les comptes d'une nouvelle année de base (2007) sont aujourd'hui en cours de construction dans la perspective de procéder dans le futur à des changements de base des comptes nationaux tous les cinq ans. A cette occasion, certaines nouveautés apportées par le SCN 2008 seront introduites.

A l'occasion de la confection des comptes de base 2007, les ISBLSM seront traitées en tant que secteur institutionnel à part en élaborant la séquence de leurs comptes et le compte satellite de l'ensemble des ISBL. De même, les transferts sociaux en nature des administrations publiques seront également élargis à ceux relatifs à la culture, services récréatifs, sport et habitat.

Des travaux sont également entrepris pour confectionner des comptes satellites relatifs à la forêt, l'agriculture et à la pêche en partenariat avec les départements concernés. Des initiatives similaires seront poursuivies dans d'autres domaines (eau, énergie,...) afin de développer ce genre d'investigations et de permettre, à terme, la mise en œuvre du système des comptes environnementaux et économiques intégrés prenant en considération l'ensemble des secteurs environnementaux

Et dans la perspective de la réalisation de l'enquête « budget temps » de la population en 2010, des investigations seront menées dans le but d'étudier la faisabilité de construction d'un compte satellite prenant en considération l'extension de la production non marchande des ménages aux services ne faisant pas partie du champ de production du SCN.



Indicateurs des performances économiques

Annexe 1 : Economie totale

**Tableau 1 : Produit intérieur brut**

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Prix courants (en milliards de dhs)											
PIB	384,4	389,6	393,4	426,4	445,5	477,0	505,0	527,7	577,3	616,2	688,8
Valeur ajoutée de l'agriculture, forêt et pêche	68,9	60,3	52,3	62,7	65,5	73,9	74,1	69,6	87,4	74,9	90,7
PIB hors agriculture et pêche	315,5	329,3	341,1	363,7	380,0	403,1	430,9	458,1	489,9	541,3	598,1
En volume (prix chaînés : base 1998)											
En milliards de dhs											
PIB	384,4	386,4	392,6	422,2	436,2	463,8	486,0	500,5	539,4	554,0	584,9
Valeur ajoutée de l'agriculture, forêt et pêche	68,9	58,8	51,6	61,5	64,1	77,1	80,6	71,6	86,7	69,4	80,9
PIB hors agriculture et pêche	315,5	327,6	340,9	360,7	372,1	386,6	405,5	428,9	452,6	484,6	504,0
Evolution (en %)											
PIB		0,5	1,6	7,6	3,3	6,3	4,8	3,0	7,8	2,7	5,6
Valeur ajoutée de l'agriculture, forêt et pêche		-14,7	-12,2	19,1	4,3	20,3	4,5	-11,1	21,1	-20,0	16,5
PIB hors agriculture et pêche		3,9	4,1	5,8	3,2	3,9	4,9	5,8	5,5	7,1	4,0
Répartition du PIB par secteurs d'activité (en %)											
Agriculture et pêche	17,9	15,5	13,3	14,7	14,7	15,5	14,7	13,2	15,2	12,2	13,2
PIB hors agriculture et pêche	82,1	84,5	86,7	85,3	85,3	84,5	85,3	86,8	84,8	87,8	86,8
Industrie, énergie et mines	20,8	21,3	21,3	19,6	19,4	19,9	19,9	19,4	18,7	18,1	21,7
BTP	3,8	3,7	4,5	4,9	4,9	5,1	5,7	6,0	5,7	6,0	5,6
Services	50,4	52,5	54,2	54,0	54,1	53,2	53,8	55,6	54,6	57,3	54,4
Autres*	7,1	7,0	6,7	6,8	6,9	6,3	5,9	5,8	5,8	6,4	5,1
Répartition du PIB par secteurs institutionnels (en %)											
Sociétés non financières	35,2	36,7	37,9	37,3	37,3	37,2	37,6	39,0	39,4	39,4	
Sociétés financières	4,8	4,7	5,1	5,0	4,9	4,7	4,7	5,1	5,2	5,9	
Administrations publiques	14,2	14,8	15,2	15,8	15,5	15,6	15,9	16,5	15,8	15,5	
Ménages	38,7	36,8	35,1	35,1	35,4	36,2	35,9	33,6	33,8	32,8	
Autres*	7,1	7,0	6,7	6,8	6,9	6,3	5,9	5,8	5,8	6,4	

(*) Impôts sur la production et les importations nets de subventions + EBE de la branche fictive (SIFIM)



Tableau 1 : Produit intérieur brut (suite)

المندوبية السامية للتخطيط

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Emplois du PIB (en %)											
Demande finale intérieure	103,7	103,3	105,4	102,5	102,1	102,8	104,9	105,6	105,4	109,1	113,5
Dépenses de consommation finale	77,7	78,5	79,8	76,4	76,2	75,5	75,8	76,8	76,0	76,6	77,2
Ménages	61,0	60,5	61,4	57,8	57,9	57,3	57,1	57,4	57,5	58,4	60,0
Administrations publiques	16,7	18,0	18,4	18,6	18,3	18,1	18,7	19,4	18,5	18,2	17,2
Formation brute de capital fixe	23,4	25,1	26,0	24,8	25,2	25,1	26,3	27,5	28,1	31,3	33,1
Variation de stocks	2,6	-0,3	-0,4	1,3	0,7	2,2	2,8	1,3	1,3	1,2	3,2
Solde extérieur de biens et services	-3,7	-3,3	-5,4	-2,5	-2,1	-2,8	-4,9	-5,6	-5,4	-9,1	-13,5
Exportations de biens et services	24,4	26,3	28,0	29,4	30,2	28,7	29,4	32,3	34,2	35,8	36,7
Importations de biens et services	-28,1	-29,6	-33,4	-31,9	-32,3	-31,5	-34,3	-37,9	-39,7	-44,9	-50,2
Contribution à l'évolution du PIB en volume (prix de l'année précédente)											
Demande finale intérieure		0,1	1,6	4,4	3,7	8,4	6,1	2,4	7,1	6,9	10,9
Dépenses de consommation finale		0,9	1,1	2,4	2,2	4,7	3,6	2,0	4,5	3,0	6,4
Ménages		-0,2	0,9	1,5	2,1	4,3	2,8	1,3	4,0	2,2	5,5
Administrations publiques		1,1	0,2	0,9	0,1	0,4	0,8	0,7	0,5	0,8	0,9
Formation brute de capital fixe		2,2	0,7	0,2	1,8	1,9	2,1	1,9	2,7	4,0	3,7
Variation de stocks		-3,0	-0,2	1,8	-0,3	1,8	0,4	-1,5	-0,1	-0,1	0,8
Solde extérieur de biens et services		0,4	0,0	3,2	-0,4	-2,1	-1,3	0,6	0,7	-4,2	-5,3
Exportations de biens et services		2,4	2,3	3,7	1,7	0,2	1,8	3,9	3,8	1,8	-0,4
Importations de biens et services		-2,0	-2,3	-0,5	-2,1	-2,3	-3,1	-3,3	-3,1	-6,0	-4,9
Produit intérieur brut		0,5	1,6	7,6	3,3	6,3	4,8	3,0	7,8	2,7	5,6

**Tableau 2 : Partage du PIB selon les facteurs de production**

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Rémunération des salariés	30,2	31,3	32,5	33,1	32,9	32,3	32,7	33,6	32,4	32,6
Revenu brut d'exploitation	57,3	56,0	55,3	54,8	55,0	56,6	56,5	55,2	56,5	55,2
Excédent brut d'exploitation & revenu mixte brut des ménages	36,4	34,4	32,7	33,1	33,2	34,3	33,9	31,7	31,9	30,8
Excédent brut d'exploitation des autres secteurs institutionnels	20,9	21,6	22,6	21,7	21,8	22,3	22,6	23,5	24,6	24,4
Impôts sur la production et les importations nets des subventions	12,5	12,7	12,2	12,1	12,1	11,1	10,8	11,2	11,1	12,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 3 : Emploi

Secteurs d'activité	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Emploi intérieur "équivalent temps plein" (en milliers de personnes)										
Agriculture et pêche	4 036	3 888	3 637	3 313	3 507	3 567	3 782	3 635	3 465	3 554
Autres secteurs d'activité	5 475	5 565	5 662	5 572	5 642	5 470	6 016	6 157	6 449	6 778
Total	9 511	9 453	9 299	8 885	9 149	9 037	9 798	9 792	9 914	10 332
Productivité horaire du travail (en dirham)										
Agriculture et pêche	5,8	5,4	6,8	7,8	9,0	9,3	7,7	9,9	8,2	9,3
Autres secteurs d'activité	23,9	24,7	25,7	26,8	27,6	30,0	28,9	29,8	30,3	30,6
Total	15,9	16,3	17,9	19,4	20,1	21,4	20,3	22,0	22,2	22,8

La productivité est calculée sur la base de la valeur ajoutée en volume (prix chaînés : base 1998)



Tableau 4 : Formation brute de capital fixe

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Répartition de la FBCF par secteurs institutionnels (en %)											
Sociétés non financières	50,8	54,9	55,6	51,8	53,1	54,4	54,1	55,2	56,3	57,1	
Sociétés financières	0,7	1,3	0,9	0,3	1,1	0,0	0,2	0,6	0,1	0,8	
Administrations publiques	11,8	12,3	12,2	13,8	12,7	11,5	11,1	9,7	8,7	9,1	
Ménages	36,7	31,5	31,3	34,1	33,1	34,1	34,6	34,5	34,9	33,0	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
Répartition de la FBCF par groupes de produits (en %)											
Agriculture, forêt et services annexes	4,4	3,9	3,3	3,7	2,6	2,5	2,6	2,3	2,2	1,7	1,8
Industrie	40,3	43,8	42,3	37,6	39,2	40,0	40,6	41,5	41,3	41,6	43,0
Bâtiment et travaux publics	48,4	45,6	48,0	53,0	52,4	52,2	51,7	51,3	50,3	50,6	49,0
Services	6,9	6,7	6,4	5,7	5,8	5,3	5,1	4,9	6,2	6,1	6,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 5 : Equilibres macro économiques

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Solde budgétaire/PIB (en %)	-3,4	0,1	-5,3	-2,4	-3,8	-2,9	-3,0	-3,9	-1,5	0,3	0,4
Solde de la balance des paiements/PIB (en %)	-0,4	-0,4	-1,3	4,3	3,7	3,2	1,7	1,8	2,2	-0,1	-5,6
Dette publique/PIB (en %)	86,7	86,8	87,3	81,7	77,7	72,8	69,8	75,4	71,1	69,6	55,8
Variation de l'indice du coût de la vie (en %)		0,7	1,9	0,6	2,8	1,2	1,5	1,0	3,3	2,0	3,9

**Tableau 6 : Revenu national brut disponible**

المندوبية السامية للتخطيط
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Revenu national brut disponible (RNBD)											
En millions de DH	397 207	400 944	409 542	455 501	471 439	506 494	539 586	568 772	624 695	671 621	744 793
Evolution (en %)		0,9	2,1	11,2	3,5	7,4	6,5	5,4	9,8	7,5	10,9
RNBD par secteurs institutionnels (en %)											
Sociétés non financières	11,6	10,7	12,0	11,5	11,5	12,1	11,9	12,3	12,1	11,4	
Sociétés financières	2,1	1,9	2,5	2,1	1,9	1,7	1,6	2,0	1,8	1,8	
Administrations publiques	18,2	20,7	19,2	17,8	18,7	18,4	18,8	18,3	20,8	22,7	
Ménages	68,1	66,7	66,3	68,6	67,9	67,8	67,7	67,4	65,3	64,1	
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
Affectation du RNBD (en %)											
Dépenses de consommation finale	75,2	76,3	76,7	71,5	72,0	71,1	71,0	71,3	70,3	70,3	71,4
Epargne nationale brute	24,8	23,7	23,3	28,5	28,0	28,9	29,0	28,7	29,7	29,7	28,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0



Tableau 7 : PIB et RNBD par habitant
 المندوبية السامية للتخطيط
 HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Variation moyenne
PIB/habitant en valeur												
En dirham	13 882	13 871	13 819	14 789	15 262	16 159	16 925	17 489	18 926	19 982	22 095	
Evolution (en %)		-0,1	-0,4	7,0	3,2	5,9	4,7	3,3	8,2	5,6	10,6	4,8
PIB/habitant en volume												
En dirham	13 882	13 759	13 791	14 644	14 947	15 710	16 289	16 589	17 681	17 962	18 760	
Evolution (en %)		-0,9	0,2	6,2	2,1	5,1	3,7	1,8	6,6	1,6	4,4	3,1
Revenu national brut disponible (RNBD)												
En millions de DH	397 207	400 944	409 542	455 501	471 439	506 494	539 586	568 772	624 695	671 621	744 793	
Evolution (en %)		0,9	2,1	11,2	3,5	7,4	6,5	5,4	9,8	7,5	10,9	6,5
Revenu national brut disponible par habitant												
En dirham	14 345	14 277	14 387	15 798	16 154	17 157	18 083	18 851	20 478	21 777	23 889	
Evolution (en %)		-0,5	0,8	9,8	2,3	6,2	5,4	4,2	8,6	6,3	9,7	5,2



Indicateurs des performances économiques

Annexe 2 : Ménages

**Tableau 8 : Quelques indicateurs relatifs au secteur institutionnel des ménages**

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Variation
Revenu disponible brut											
En millions de DH	270 406	267 183	271 489	312 473	319 973	343 597	365 185	383 241	407 801	430 325	
Evolution (en %)		-1,2	1,6	15,1	2,4	7,4	6,3	4,9	6,4	5,5	5,3
Revenu disponible brut par habitant											
En dirham	9 766	9 514	9 537	10 837	10 964	11 639	12 239	12 702	13 368	13 953	
Evolution (en %)		-2,6	0,2	13,6	1,2	6,2	5,1	3,8	5,2	4,4	4,0
Evolution du pouvoir d'achat des ménages par personne											
		-3,3	-1,6	13,0	-1,6	5,0	3,6	2,8	1,9	2,4	2,3
Revenu disponible ajusté											
En millions de DH	294 073	293 954	300 067	345 079	352 903	380 155	404 245	425 742	451 555	477 662	
Evolution (en %)		0	2,1	15,0	2,3	7,7	6,3	5,3	6,1	5,8	5,5
Revenu disponible ajusté par habitant											
En dirham	10 620	10 467	10 541	11 968	12 092	12 878	13 548	14 110	14 802	15 488	
Evolution (en %)		-1,4	0,7	13,5	1,0	6,5	5,2	4,2	4,9	4,6	4,3
Evolution du pouvoir d'achat des ménages par personne											
		-2,4	-1,2	12,4	-1,8	4,5	3,4	3,1	1,7	3,1	2,4
Dépense de consommation finale											
En millions de DH	234 359	235 814	241 716	246 292	257 990	273 562	288 602	303 172	331 996	360 008	
Evolution (en %)		0,6	2,5	1,9	4,7	6,0	5,5	5,0	9,5	8,4	4,9
Dépense de consommation finale par habitant											
En dirham	8 464	8 397	8 491	8 542	8 840	9 267	9 672	10 048	10 883	11 673	
Evolution (en %)		-0,8	1,1	0,6	3,5	4,8	4,4	3,9	8,3	7,3	3,6
Consommation finale effective											
En millions de DH	258 026	262 585	270 294	278 898	290 920	310 120	327 662	345 673	375 750	407 345	
Evolution (en %)		1,8	2,9	3,2	4,3	6,6	5,7	5,5	8,7	8,4	5,2
Consommation finale effective par habitant											
En dirham	9 319	9 350	9 495	9 673	9 968	10 505	10 981	11 457	12 317	13 208	
Evolution (en %)		0,3	1,6	1,9	3,1	5,4	4,5	4,3	7,5	7,2	4,0

Tableau 8 : Quelques indicateurs relatifs au secteur institutionnel des ménages (suite)

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Variation moyenne 2000-2007
Epargne des ménages											
En millions de DH	36 047	31 369	29 773	66 181	61 983	70 035	76 583	80 069	75 805	70 317	
Evolution (en %)		-13,0	-5,1	122,3	-6,3	13,0	9,3	4,6	-5,3	-7,2	7,7
Taux d'épargne des ménages en %	13,3	11,7	11,0	21,2	19,4	20,4	21,0	20,9	18,6	16,3	17,4
Taux d'épargne des ménages en % (ajusté)	12,3	10,7	9,9	19,2	17,6	18,4	18,9	18,8	16,8	14,7	15,7
Transferts sociaux en nature											
En millions de DH	23 667	26 771	28 578	32 606	32 930	36 558	39 060	42 501	43 745	48 748	
En % revenu brut disponible	8,8	10,0	10,5	10,4	10,3	10,6	10,7	11,1	10,7	11,3	10,5
En % Dépenses de consommation finale	10,1	11,4	11,8	13,2	12,8	13,4	13,5	14,0	13,2	13,5	12,7
Cotisations sociales											
En millions de DH	18 523	20 424	21 800	24 455	26 377	30 568	32 727	35 276	39 731	41 500	
En % du PIB	4,8	5,2	5,5	5,7	5,9	6,4	6,5	6,7	6,9	6,7	6,0

Tableau 9 : Composition du revenu disponible des ménages (en %)

Intitulé	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Rémunération des salariés	42,9	45,6	47,0	45,1	45,8	44,8	45,2	46,2	45,9	46,7
Excédent brut d'exploitation & revenu mixte brut	51,8	50,2	47,6	45,1	46,2	47,6	47,0	43,7	45,2	44,1
Revenus de la propriété nets reçus	1,7	1,4	1,1	1,3	1,3	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc..	-5,4	-5,8	-5,5	-4,8	-4,8	-4,9	-5,0	-5,7	-5,8	-6,3
Contributions sociales (en moins)	-6,9	-7,6	-8,0	-7,8	-8,2	-8,9	-9,0	-9,2	-9,8	-9,6
Prestations sociales autres qu'en nature	6,5	6,8	7,3	7,1	7,6	8,1	8,2	8,4	9,2	9,3
Autres transferts courants nets reçus	9,4	9,4	10,5	14,0	12,1	12,2	12,5	15,5	14,2	14,8
Dont transferts des marocains résidents	7,1	7,1	8,5	11,8	9,9	10,1	10,2	10,6	11,7	12,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques

L'économie marocaine a été durant la dernière décennie sous-tendue par une politique budgétaire expansive, une politique monétaire prudente visant la maîtrise de l'inflation et le financement de l'économie ainsi qu'une politique commerciale qui consacre l'ouverture et l'agenda des engagements extérieurs du pays.

Dans ce contexte, la croissance économique s'est située à 4,3% en moyenne annuelle entre 1998 et 2008 au lieu de 3,5% durant les décennies 80 et 90. Cette amélioration est le résultat de la performance des activités non agricoles. Celles-ci ont réalisé une croissance de près 5% par an durant cette période contre seulement 3,3% la période antérieure. La dynamique économique a fait reculer le taux de chômage de 13,2% en 1999 à 9,6% en 2008.

La demande intérieure a été le principal moteur de la croissance économique. Elle s'est accrue de 5,8% en moyenne annuelle entre 1998-2008 au lieu de 2,4% durant la décennie 90. La consommation finale des ménages s'est accrue de 3,8% entre 1998 et 2008 et de 5,3% depuis 2003 et celles des administrations publiques de près 6,2%. Le taux d'investissement est passé, quant à lui, de 23,4% en 1998 à 32,3% en 2008.

Pour ce qui est de l'inflation, les prix à la consommation ont augmenté globalement de 1,9% par an entre 1998 et 2008 au lieu de 4,9% une décennie plutôt.

Le déficit budgétaire n'a pas dépassé de 3% du PIB pendant les deux décennies, sachant toutefois, que des excédents budgétaires ont été réalisés (0,7% en 2007 et 0,4% en 2008). Le ratio de la dette publique est ainsi passé de 75,4% du PIB en 1999 à 47,1% en 2008.

Parallèlement, le solde courant de la balance des paiements a été excédentaire entre 2001 et 2006. Cependant, les années 2007 et 2008 ont marqué des déficits de l'ordre 0,1% et 4,6% du PIB respectivement.

Evolution des principaux indicateurs de l'emploi Entre 1999 et 2008 (en %)

Indicateurs	National		Urbain		Rural	
	1999	2008	1999	2008	1999	2008
Taux d'activité						
Ensemble	54.4	50.6	48.1	44.7	63.1	59
Masculin	79.3	75.9	74.6	71.6	85.5	82
Féminin	30.3	26.6	22.8	19.3	40.9	37
Taux de chômage selon le sexe						
Ensemble	13.9	9.6	22.0	14.7	5.4	4
Masculin	14.2	9.5	20.3	13	7.0	5.1
Féminin	13.3	9.8	27.6	20.3	2.1	1.8
Taux de chômage selon l'âge						
15-24 ans	20.5	18.3	37.8	31.8	8.6	8.7
25-34 ans	20.9	13.5	30.2	20.2	7.0	4.3
35-44 ans	7.4	5.2	10.4	7.7	3.0	1.7
45 ans et plus	2.9	2	5.0	3.1	1.1	0.9
Taux de chômage selon le diplôme						
Sans diplôme	8.1	4.7	15.2	8.3	3.8	2.6
Niveau moyen	27.0	18	30.3	20.6	-	12.2*
Niveau supérieur	27.6	19.5	27.2	19	-	-

* : avec diplôme



Démographie, Niveau de Vie et Développement Humain



Indicateurs démographiques

Population (en millions et au milieu de l'année)
 Et par groupes d'âge (en %) : 1960 – 2009

	Ensemble	Urbain	Rural	Taux d'urbanisation	0- 14 ans	15-59 ans	60 ans et +
1960	11.6	3.4	8.2	29.2	44.4	48.4	7.2
1971	15.4	5.4	10.0	35.1	45.9	47.0	7.1
1982	20.3	8.7	11.7	42.6	42.2	51.5	6.3
1994	26.0	13.3	12.7	51.3	37.0	55.9	7.1
2004	29.8	16.4	13.4	55.1	31.0	61.0	8.0
2009	31.5	18.1	13.5	57.3	28.0	63.9	8.1

Taux d'accroissement annuel moyen (en %)				Espérance de vie à la naissance (en années) 1962 – 2009		
Périodes	Ensemble	Urbain	Rural	Espérance de vie à la naissance		
1960 - 1971	2.6	4.3	1.7	1962	47.0	
1971 - 1982	2.6	4.4	1.4	1987	65.0	
1982 - 1994	2.1	3.7	0.7	1998	69.3	
1994 - 2004	1.4	2.1	0.6	2009	72.9	
2004 - 2009	1.1	1.9	0.1			
Indice synthétique de fécondité (nombre d'enfants par femme) 1962-2009				Age moyen au premier mariage (en années) : 1960-2007		
	Ensemble	Urbain	Rural		Homme	Femme
1962	7.2	7.8	6.9	1960	24.0	17.5
1975	5.9	4.4	7.0	1971	25.5	19.6
1982	5.5	4.3	6.6	1982	27.1	22.2
1994	3.3	2.6	4.3	1994	30.0	25.8
2004	2.5	2.1	3.1	2007	31.8	27.2
2009	2.2	2.0	2.6			
Prévalence contraceptive (en %) : 1979-2004						
	Ensemble	Urbain	Rural			
1979	19.4	36.0	9.7			
1983	25.5	42.5	15.2			
1987	35.9	51.9	24.9			
1992	41.5	54.4	31.6			
1995	50.3	64.2	39.2			
1997	58.4	65.8	51.7			
2003-2004	63.0	65.5	59.7			

Evolution des niveaux de vie, des inégalités et de la pauvreté au Maroc

Cette analyse se base sur les données des enquêtes sur : « la consommation et les niveaux de vie des ménages », réalisées par le HCP entre 1985 et 2007. Il en ressort :

La Croissances des niveaux de vie :

- Mesuré par la dépense annuelle moyenne par habitant le niveau de vie a augmenté de 3,2% par an entre 2001 et 2007 contre 1,2 % entre 1985 et 2001
- L'amélioration des niveaux de vie entre 2001 et 2007 a concerné l'ensemble des classes sociales mais elle a bénéficié beaucoup plus aux classes aisées et modestes qu'aux classes moyennes voir annexe).

La Stabilité des inégalités :

Entre 2001 et 2007, l'analyse de la concentration des dépenses de consommation, mesurée par l'indice de Gini, montre une stagnation de la répartition sociale des dépenses de consommation due à une croissance de niveau de vie favorable aux classes sociales défavorisées et aux populations rurales.

La Réduction de la pauvreté :

Entre 2001 et 2007 :

- le taux de pauvreté relatif a reculé de 15,3% à 8,5%
- le taux de vulnérabilité de 22,8% à 17,5%.

La réduction, à ce rythme, de la pauvreté a permis de réaliser en 2007, à 8ans de l'horizon 2015, les cibles 1 et 2 de l'objectif 1 des OMD « Eliminer l'extrême pauvreté et la faim ».

Commentaires :

En comparaison avec la période 1985-2001, la baisse sensible des indices de la pauvreté entre 2001 et 2007 est due non seulement à la croissance pro-pauvres des niveaux de vie et à la stabilité des inégalités sociales durant la période, mais aussi aux progrès sensibles réalisés dans le domaine du développement humain et une action volontaire de ciblage de la pauvreté et de la vulnérabilité.

En effet, si un point de croissance économique s'accompagnait, entre 1985 et 2001, d'une augmentation des inégalités de 0,13% et donnait lieu à une réduction de la pauvreté qui ne dépassait pas 1,7%, entre 2001 et 2007, une croissance économique équivalente (de 1 point) n'affectait que marginalement les inégalités (moins de 0,01%), et réduisait, de ce fait, la pauvreté de 2,7%.

La croissance des niveaux de vie (3,2% par an) ayant été 2,7% fois celle observée entre 1985 et 2001 (1,2%), le taux de pauvreté a diminué, entre 2001 et 2007, de 8,6% par an contre 2,0% par an entre 1985 et 2001.

Il a été constaté que l'Initiative Nationale pour le Développement Humain(INDH) a eu un impact certain dans cette évolution. Entre 2004 et 2007, la pauvreté a baissé de 41% dans les communes rurales ciblées par cette initiative contre 28% dans le reste des communes rurales.

Par ailleurs, il convient de noter que, d'après le rapport mondiale sur le développement humain (PNUD,2009), le Maroc, malgré son mauvais classement en termes de valeur de l'IDH, a réalisé, entre 2000 et 2007, la 11^{ème} performance sur 182 pays, en termes de croissance du même indicateur.


Evolution des niveaux de vie, des inégalités et de la pauvreté au Maroc (Annexes)
1. Evolution de la dépense annuelle moyenne par personne, en DH de 2007, selon le milieu de résidence

	Dépense annuelle moyenne par personne en DH de 2007		
	Urbain	Rural	National
1959/60	5 766	3 685	4 277
1970/71	10 069	4 801	6 602
1984/85	10 467	5 615	7 714
1998/99	11 742	5 880	9 046
2000/01	11 940	5 933	9 290
2006/07	13 895	7 777	11 233

Source : HCP, Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages 1959/60, 1970/71, 1984/85 et 2000-01 et le niveau de vie 1998/99 et 2006-07.

2. Evolution de la proportion des ménages ayant une dépense inférieure à la moyenne nationale selon le milieu de résidence, 1960-2007.

Année	Milieu de résidence		
	Urbain	Rural	National
1959/60	67,1	60,1	63,1
1970/71	65,1	63,5	67,6
1984/85	63,5	62,1	65,1
1998/99	64,3	64,7	64,5
2000/01	65,5	63,4	65,4
2006/07	68,6	63,9	68,0

Source : HCP, Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages 1959/60, 1970/71, 1984/85 et 2000-01 et le niveau de vie 1998/99 et 2006-07.

3. Evolution de la structure des dépenses de consommation selon le milieu de résidence, 1960-2007

Poste de consommation	Evolution des structures des consommations					
	1960	1971	1985	1999	2001	2007
Alimentation, boissons et tabacs	71,3	55,9	50,6	45,5	43,5	42,3
Habillement	7,9	10,4	7,3	5,5	4,8	3,4
Habitation et dépenses d'énergie	8,2	15,0	20,1	21,4	22,1	20,3
Equipements ménagers	2,0	3,8	5,2	3,9	3,8	3,7
Hygiène et soins médicaux	3,2	4,6	4,6	6,8	7,6	7,1
Transport et communications	2,1	5,2	5,2	6,5	7,5	11,7
Loisirs, cultures et enseignement	1,3	2,5	3,4	4,5	3,6	4,5
Autres dépenses	4,0	2,6	3,6	5,8	7,1	6,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Dépense moyenne par personne et par an en DH courant	450	900	3 623	7 823	8 280	11 233

Source : HCP, Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages 1959/60, 1970/71, 1984/85 et 2000-01 et le niveau de vie 1998/99 et 2006-07.

4. Evolution du taux de pauvreté relative selon le milieu de résidence, 1960-2007

	Taux de pauvreté en%		
	Urbain	Rural	National
1959/60	43,8	60,0	55,7
1970/71	30,6	51,0	44,4
1984/85	13,3	26,9	21,0
1998/99	9,5	24,1	16,3
2000/01	7,6	25,1	15,3
2006/07	4,9	14,4	8,9

Source :HCP, Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages 1959/60, 1970/71, 1984/85 et 2000-01 et le niveau de vie 1998/99 et 2006-07.

5. Evolution du taux de vulnérabilité selon le milieu de résidence, 1985-2007

	Taux de vulnérabilité en%		
	Urbain	Rural	National
1984/85	17,6	29,2	24,1
1998/99	20,2	28,1	23,9
2000/01	16,6	30,5	22,8
2006/07	12,7	23,6	17,5

Source :HCP, Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages 1984/85 et 2000-01 et le niveau de vie 1998/99 et 2006-07.

6. Evolution des indicateurs de la répartition des dépenses de consommation, 1985-2007

Indicateur	1985	1999	2001	2007
Part en% des 10% de la population les moins aisés dans le total des dépenses	2,6	2,6	2,6	2,6
Part en% des 10% de la population les plus aisés dans le total des dépenses	31,7	31,0	32,1	33,1
Rapport inter milieu (urbain/rural)	1,9	2,0	2,0	1,8
Indice de Gini	0,397	0,395	0,406	0,407

Source :HCP, Enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages 1984/85 et 2000-01 et le niveau de vie 1998/99 et 2006-07.

Quelques indicateurs de développement social au Maroc

- Taux d'accès des ménages à l'électricité (%)

Années	1991	1998	2001	2004	2007	2008
- Urbain	88,7	86,1	91,4	89,9	96,3	96,4
- Rural	11,9	15,65	25,8	43,27	72,68	80,5
- Ensemble	51,1	5,9	65,2	1,6	7,2	90,4

- Taux d'accès des ménages ruraux à l'eau potable (%)²

1995	1998	2001	2004	2007	2008
27	37	48	62	86	87

PS : En milieu urbain, l'accès à l'eau potable est généralisé

- Taux de désenclavement³ de la population rurale (%)

1995	1999	2003	2005	2007	2008	2009
36	43,0	49,0	54,0	60,0	64,9	67,5

- Taux net de scolarisation (%)

Années	1990/1991	99/2000	2007/2008
Primaire (6-11 ans)	52,4	79	90,1
- Urbain	74,6	89,7	91,6
- Rural	35,9	69,4	88,6
Secondaire collégial (12-14 ans)	17,5	26,6	43,5
- Urbain	35,7	47,2	66,7
- Rural	2,3	7,5	19,4

- Taux d'alphabétisation de la population âgée de 10 ans et plus (%)

Années	1994	2004	2008
- Urbain	63	70,6	71,2
- Rural	25	39,5	43,3
- Ensemble	45	57	59,5

- Plan d'Urgence de l'Enseignement (2009-2012) : vise à :

- Rendre effective l'obligation de scolarité jusqu'à l'âge de 15 ans
- Stimuler l'initiative et l'excellence au lycée et à l'université

- Stratégie de développement du secteur de la Santé (2008-2012): Vise à ramener le taux de mortalité maternelle à 50 décès pour 100.000 et celui de la mortalité infantile à 15 pour 1.000 à l'horizon 2012.

² Ce taux exprime la part de la population rurale ayant accès à l'eau potable, à domicile ou à partir d'un point de desserte (borne fontaine) dans un rayon de 500 m, dans la population rurale totale.

³ La part de la population rurale qui vit à moins d'un kilomètre d'une route ou d'une piste, dans la population rurale totale.